

Grâce à un réseau de membres actifs au Việt Nam et à travers le monde, le Parti pour la Réforme du Việt Nam (Việt Tân) veut promouvoir la démocratie et la réforme du pays par des moyens pacifiques

Retour aux USA du militant Nguyen Quoc Quan



Le Docteur Nguyen Quoc Quan, membre du Viet Tan est arrivé à San Francisco dans la soirée du 17 mai 2008, accueilli chaleureusement par environ 200 personnes, dont le député de Californie Dave Jones.

Sommaire

- 1 — Retour du Dr Nguyen Quoc Quan
- 2 — Demander pacifiquement la démocratie n'est pas un crime
- 3 — 6 à 9 mois de prison pour trois dissidents dont un Américain
- 4 — Hanoi sur le banc des accusés
- 5 — Pressions internationales avant le procès des militants pro démocratie
- 8 — Un militant raconte son séjour en prison
- 9 — Témoignage de Do Hoang Diem
- 12 — Le CPJ écrit au président du VN

Nguyen Quoc Quan, docteur en mathématiques et membre du Comité Central du Viet Tan, a été expulsé du Viet Nam le même jour après avoir passé 6 mois en prison et reconnu coupable de « terrorisme » au cours d'un simulacre de procès le 13 mai dernier.

A l'issue de ce procès à huis clos, une porte-parole de l'ambassade américaine s'est félicité de ce que Nguyen Quoc Quan puisse bientôt regagner le sol des Etats-Unis. Mais elle a regretté sa condamnation pour "terrorisme".

"Nous n'avons aucune information qui viendraient étayer cette accusation", a-t-elle indiqué, soulignant que les Etats-Unis restaient opposés à "toute détention et jugement d'individus pour l'expression pacifique de leurs opinions".

Nguyen Quoc Quan a été arrêté au Vietnam le 17/11/2007 en compagnie de 6 autres personnes, dont une journaliste française et un autre Américain, qui s'apprêtaient à distribuer des tracts appelant à la démocratisation du Vietnam par des moyens non violents.

Le Viet Tan, dont le président avait été reçu par le président américain George W. Bush l'an dernier, a établi un réseau à l'extérieur du pays communiste et n'hésite pas y à envoyer des membres alimenter des mouvements de dissidence.

La République Socialiste du Vietnam est régi d'une main de fer par le Parti Communiste Vietnamien. Celui-ci n'accepte aucune remise en cause de son pouvoir et colle l'étiquette de « terrorisme » à toute opposition politique.

Demander pacifiquement la démocratie n'est pas un crime

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

13 mai 2008

Il y a près de six mois, le 17 novembre 2007, les forces vietnamiennes de sécurité ont arrêté des membres et sympathisants du parti Viet Tan alors qu'ils se préparaient à distribuer des documents sur la lutte non violente au Vietnam. Le 19 novembre 2007, via un communiqué de presse, le Viet Tan a alerté l'opinion publique sur l'arrestation de ses membres : M. Nguyen Quoc Quan (citoyen américain), Mme Nguyen Thi Thanh Van (citoyenne française), M. Leon Truong (citoyen américain) ; et de ses sympathisants : M. Somsak Khunmi (citoyen thaïlandais) et M. Nguyen The Vu (citoyen vietnamien). Le 20 novembre 2007, la police vietnamienne a arrêté un autre sympathisant du Viet Tan, M. Nguyen Viet Trung.

Les autorités vietnamiennes n'ont reconnu ces arrestations que cinq jours après le communiqué de presse du Viet Tan. À cette époque, les autorités communistes vietnamiennes ont monté de toute pièce une affaire d'armes à feu en arrêtant M. Le Van Phan et Mme Nguyen Thi Thinh. Ce couple de touristes américains d'origine vietnamienne fût accusé d'avoir introduit un pistolet au Vietnam sur ordre du Viet Tan. A partir de cette affaire grotesque, les autorités vietnamiennes ont collé l'étiquette de « terroristes » sur les personnes arrêtées le 17 novembre.

Réagissant à ces accusations mensongères, des politiciens



De gauche à droite :
Nguyen Quoc Quan, Somsak Khunmi et Nguyen The Vu

américains, français, australiens, norvégiens, suisses et des organisations de défense des droits de l'homme comme Human Rights Watch, le Comité de Protection des Journalistes, Reporters Sans Frontières, et le Rafto ont exprimé publiquement leur protestation et demandé la libération de ces militants pour la démocratie. Cédant aux fortes pressions internationales, les autorités communistes vietnamiennes ont libéré M. Leon Truong le 11 décembre 2007, et Mme Nguyen Thi Thanh Van le jour d'après. Le couple Le Van Phan et Nguyen Thi Thinh, qui n'a aucun lien avec le Viet Tan, a également été libéré le 11 décembre. Le 7 avril 2008, soit plus de quatre mois après son arrestation, M. Nguyen Viet Trung a aussi recouvré la liberté sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui.

Après plus de 6 mois de détention, de restriction des droits de visite pour les familles et le personnel consulaire, les autorités vietnamiennes décident de juger le 13 mai prochain les trois personnes encore emprisonnées, sur l'accusation de « terrorisme. » De son côté, le Viet Tan affirme que :

- Notre parti prône la lutte non violente pour créer les conditions de la démocrati-

sation et du développement du Viet Nam. Les actions menées par nos membres et sympathisants reflètent totalement cette philosophie. Le Viet Tan rejette toutes les calomnies et accusations mensongères des autorités vietnamiennes.

- Les déclarations des trois hommes qui seront jugés ont été arrachées sous la pression des interrogatoires durant leur détention. Elles n'ont aucune valeur.
- Le système judiciaire vietnamien actuel est totalement sous la férule du parti communiste vietnamien. Lors des procès des militants pour la démocratie, tous les verdicts sont subordonnés aux intérêts politiques du régime. En conséquence, le Viet Tan rejette par avance le verdict qui sera rendu le 13 mai.
- Le Viet Tan continuera à militer pour la démocratie au Vietnam et appelle l'opinion publique vietnamienne et internationale à se mobiliser pour la libération immédiate et inconditionnelle de ces trois militants pour la démocratie.

Vietnam: 6 à 9 mois de prison pour trois dissidents dont un Américain

AFP 13.05.08 | 13h44

Trois militants pro-démocratie, dont un Américain, reconnus coupable de "terrorisme", ont été condamnés mardi au Vietnam à des peines de prison allant de près de 6 mois à 9 mois, a constaté l'AFP.

"Les trois accusés sont coupables d'infractions terroristes", a déclaré le juge Vu Phi Long, qui présidait le procès à Ho Chi Minh-Ville, l'ex-Saïgon dans le sud du pays communiste.

A l'issue d'un procès d'à peine une journée, pour lequel une centaine de policiers avaient été déployés, les trois hommes, liés au Viet Tan, une organisation qualifiée de "terroriste" par Hanoï, ont été reconnus coupables d'avoir "prévu de distribuer un

nombre énorme de tracts incitant à des émeutes (...) et menaçant la sécurité de l'Etat".

L'Américain, Nguyen Quoc Quan, 55 ans, condamné à six mois de détention, sera par ailleurs expulsé à l'issue de sa peine. Il devrait quitter le territoire vietnamien dans les prochains jours: en prison depuis le 17 novembre, il a déjà effectué l'essentielle de sa peine.

Le Vietnamien Nguyen The Vu, 31 ans, a été condamné à 5 mois et 26 jours ce qui lui permet d'être libéré mardi, mais il restera encore un an en résidence surveillée. Des trois accusés, il est le seul à avoir affirmé mardi ne pas être membre en tant que tel du Viet Tan.

Le troisième militant, Nguyen Hai, 57 ans, condamné à 9 mois,

restera en revanche encore environ trois mois derrière les barreaux. Nguyen Hai, qui vivait en Thaïlande depuis des années, était aussi présenté dans la presse sous le nom thaïlandais de S o m s a k

Khunmi.

Une porte-parole de l'ambassade américaine s'est félicité de ce que Nguyen Quoc Quan puisse bientôt regagner le sol des Etats-Unis. Mais elle a regretté sa condamnation pour "terrorisme".

"Nous n'avons aucune information qui viendraient étayer cette accusation", a-t-elle indiqué, soulignant que les Etats-Unis restaient opposés à "toute détention et jugement d'individus pour l'expression pacifique de leurs opinions".

Les trois hommes avaient été arrêtés en novembre en même temps que trois autres militants - une journaliste française, un autre Américain et un autre Vietnamien -- qui avaient en revanche été relâchés l'an dernier.

Ils préparaient des tracts qualifiés de "réactionnaires" dans la presse officielle. Le Viet Tan, le parti auquel ils sont liés et qui est considéré comme une organisation "terroriste" par Hanoï, affirme lui que ces tracts faisaient la "promotion de la démocratie", "par des moyens non violents"

Le Viet Tan, dont le président avait été reçu par le président américain George W. Bush l'an dernier, a établi un réseau à l'extérieur du pays communiste et n'hésite pas y à envoyer des membres alimenter des mouvements de dissidence.



Le 13 mai 2008 à Saïgon, la police a pris position tout autour du tribunal où sont jugés les trois militants pour la démocratie

Hanoi sur le banc des accusés

13 mai 2008

THE WALL STREET JOURNAL.

Au Vietnam, arguant que les gens qui souhaitent une alternative au parti communiste sont considérés comme « terroristes », trois hommes, dont un ressortissant américain, vont être jugés aujourd'hui à Ho Chi Minh Ville pour ce « crime ».

L'affaire remonte au 17 novembre, quand la police a fait irruption dans une petite, paisible réunion des militants pour la démocratie. Parmi les arrêtés figurent Nguyen Quoc Quan, un citoyen des États-Unis ; Somsak Khunmi, un ressortissant Thaïlandais; et Nguyen The Vu, un citoyen vietnamien. Les médias d'état ont rapportés qu'ils avaient projeté la distribution de 7000 dépliants pro-démocraties. Ils avaient également fait circuler une traduction vietnamienne de « *De La Dictature à la Démocratie*, » un livre sur la résistance non-violente. S'il s'avère que certains de ceux qui ont été arrêtés soient entrés au Vietnam avec de faux papiers, alors c'est une infraction aux lois d'immigration, pas un crime terroriste.

Ces hommes sont presque sûrs d'être condamnés. M. Nguyen est susceptible d'être condamné au temps passé en prison et il serait alors expulsé. Hanoi s'est déjà tranquillement débarrassé du cas des trois autres personnes arrêtées durant cette soirée en libérant sans procès et en expulsant les deux étrangers parmi eux - Leon

Truong, citoyen des États-Unis et Nguyen Thi Thanh Van, citoyenne française. Pour ceux qui pensent que le régime d'Hanoi s'est adouci, souvenez-vous que plus de 400 personnes restent en prison pour l'exercice paisible de leur foi religieuse ou de l'activisme politique.

Les observateurs remarquent sur la rapidité peu commune de ces procédures judiciaires - « l'enquête » s'est terminée seulement en mars et cela prend d'habitude plus longtemps pour apporter l'affaire devant le tribunal. Hanoi veut probablement conclure cette affaire avant le dialogue États-Unis - Vietnam sur les droits de l'homme, qui se tiendra plus tard ce mois. C'est un signe qu'en dépit du désir du parti communiste de se maintenir au pouvoir, le régime est sensible à la pression internationale. Autant de raison en plus pour continuer à maintenir la pression, même après la résolution de ces cas particuliers.



đến
DÂN CHỦ

TRAN DỊCH THƯỜNG TĨ NHƯNG TỰ GIỚI PHẠNG

GENE SHARP
Độc Tài và Dân Chủ

Sur le site internet
www.aeinstein.org, on peut trouver
la version vietnamienne de l'ouvrage
« *De La Dictature à la Démocratie* »
de Gene Sharp, traduite par
le Viet Tan.

Le **Viet Tan** est un groupe pro démocratie. Son nom vient de l'union des mots "Viet Nam" et "Canh Tan" signifie vaste réforme et développement pour le Vietnam. Son but ultime est de reconstruire Vietnam, qui a tant souffert du retard économique et politique.

Le Viet Tan a été créé le 10 septembre 1982, avec pour mission d'instaurer la démocratie au Vietnam par des moyens pacifiques et réformer du pays pour l'amener parmi les pays développés. Afin de transformer le Vietnam d'une dictature vers une société démocratique, il est nécessaire d'établir une société pluraliste et de mettre fin à toutes les atteintes aux droits de l'homme. Notre devise est :

Lutte Non Violente pour démanteler la dictature
Construire la société civile comme fondement de la démocratie
Mobiliser tout le peuple pour moderniser le pays



Pressions internationales avant le procès des militants pro démocratie

SITÔT LA DATE DU PROCÈS CONNU, PLUSIEURS PERSONNALITÉS POLITIQUES ET ONG ONT ÉCRIT AUX AUTORITÉS VIETNAMIENNES POUR INTERVENIR EN FAVEUR DES MILITANTS PRO DÉMOCRATIE NGUYEN QUOC QUAN, SOMSAK KHUNMI ET NGUYEN THE VU. NOUS PUBLIONS ICI QUELQUES LETTRES.

La Fondation Rafto écrit au président vietnamien

Soutiens dans le monde



Son Excellence
Président Nguyen Minh Triet

c/o Embassade du Vietnam
Bemstorffsvej 30c
OK 2900 Hellerup
Danmark
Fax: +45 39 18 41 71

Bergen, le 6 mai 2008

Votre Excellence,

La Fondation Rafto vous écrit pour vous faire part de notre forte préoccupation au sujet de la détention du Dr Nguyen Quoc Quan, M. Somsak Khunmi et M. Nguyen The Vu pour l'expression pacifique de leurs opinions politiques.

Cela fait maintenant plus de cinq mois depuis leur arrestation et nous avons des informations fiables qui montrent que leurs droits de visites familiales et consulaires ne sont pas respectés. Ils sont détenus sur des accusations de terrorisme, bien qu'ils militent pour le changement démocratique au Vietnam de manière pacifique. Nous craignons que cela les affecte et les empêche d'avoir un procès équitable. Nous voudrions également souligner que même s'ils sont en détention, ils doivent continuer à jouir de droits les plus élémentaires.

En outre, trois de leurs collègues, Mme Nguyen Thi Thanh Van, M. Truong Van Ba et M. Nguyen Viet Trung, ont été arrêtés au même moment et pour les mêmes raisons, à savoir la préparation à la distribution de littérature sur la lutte non violente, ont déjà

été libérés. Ils ont été libérés sans qu'aucune charge ne soit retenue contre eux alors que le Dr Nguyen Quoc Quan, M. Somsak Khunmi et M. Nguyen The Vu sont encore emprisonnés.

De plus, nous voudrions soulever notre préoccupation concernant le Vénérable Thich Quang Do, qui a reçu le Prix Rafto 2006. Il est le chef adjoint de l'Église Bouddhique Unifiée du Viet Nam, interdite, et a déjà passé plus de 25 ans en détention pour avoir réclamé plus de liberté religieuse et des droits de l'homme. Âgé de 80 ans, le Vénérable Thich Quang Do est toujours assigné à résidence.

Le Vietnam est signataire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. En conséquence, nous vous demandons de garantir à ces personnes le respect de leurs droits et leur libération rapide comme pour leurs collègues.

Cordialement,
La Fondation Rafto



Yours sincerely
Rafto Foundation

Therese Jesben
Therese Jesben
Executive Director



Arne Lijedahl Lynngård
Arne Lijedahl Lynngård
Chairman of the Board of the Prize Committee

Christopher Pyne, député australien, écrit au Premier ministre vietnamien



Son Excellence Nguyen Tan Dung
Premier ministre
République Socialiste du Vietnam
2 rue Hoang Van Thu
HANOI VIETNAM

Monsieur le Premier ministre,

RE : LIBÉRATION DES MILITANTS PACIFIQUES POUR LA DÉMOCRATIE AU VIETNAM

J'ai été informé de la récente libération des membres et sympathisants du Viet Tan au Vietnam, M. Nguyen Viet Trung, M. Truong Van Ba et Mme Nguyen Thi Thanh Van, et j'apprécie, comme beaucoup d'autres, votre décision.

Cependant, j'ai été mis au courant que malheureusement, votre gouvernement continue de détenir Dr Nguyen Quoc Quan (citoyen américain), M. Nguyen The Vu (citoyen vietnamien) et M. Somsak Khunmi (citoyen thaïlandais).

J'ai cru comprendre que ces trois personnes passeront en jugement la semaine prochaine, le 13 mai 2008.

J'ai cru comprendre que ce sont des citoyens pacifi-

ques et la raison de leur arrestation est simplement leur participation à des discussions et la publication d'information sur les valeurs démocratiques. Ce sont des droits élémentaires de chaque être humain, droits que le Vietnam a reconnu en signant la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.



Je suis très préoccupé par le sort réservé à ces personnes et je vous appelle, Monsieur le Premier ministre, à libérer ces militants pacifiques faute de quoi cela montrera à la communauté internationale que le Vietnam est « paradis » de l'oppression et de l'intolérance.

J'ai confiance dans le fait que vous ferez tout ce qui est en votre pouvoir pour assurer leur libération.

Cordialement,

Christopher Pyne

Les députés californiens Dave Jones et Van Tran écrivent au Premier ministre vietnamien



Premier ministre Nguyen Tan Dung
C/o Ambassade de la République Socialiste du Vietnam
1233 20th Street, NW
Suite 400
Washington, DC 20063

Monsieur le Premier ministre,

Nous vous écrivons aujourd'hui au nom de trois personnes, dont un citoyen américain, qui promouvaient pacifiquement la démocratie au Vietnam lorsqu'elles ont été arrêtées, détenues, et maintenant, seront présentées au tribunal le 13 mai 2008.

Les noms de ces personnes sont :

- Dr. Nguyen Quoc Quan: Citoyen des États-Unis
- M. Nguyen The Vu: Citoyen du Vietnam
- M. Somsak Khunmi: Citoyen de la Thaïlande

Ces trois personnes ont été détenues 171 jours sans procès. Selon l'avocat de M. Nguyen Quoc Quan, ce dernier est accusé d'avoir enfreint l'article 84 du Code pénal vietnamien, ce qui signifie "terrorisme et propagande contre l'état." Dr Quan et les autres détenus étaient en train de promouvoir pacifiquement le changement démocratique et distribuaient de la littérature pro-démocratie lorsqu'ils ont été arrêtés.

Nous vous demandons fermement de libération immédiate le Dr Quan et les autres détenus et rendre à leurs familles et ceux qui leur sont chers. Ces personnes sont des militants pacifiques pour la démocratie et ne devraient pas être traitées ni étiquetées de terroristes. Nous sommes profondément préoccupés que ce cas soit un déni flagrant des principes humains internationalement reconnus.

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme



des Nations Unies, dont le Vietnam est signataire, garantie aux individus la liberté d'expression et le droit de militer pacifiquement leur vision politique. Le traitement du Dr Quan et des autres détenus est une claire brèche dans ces principes et engagements.

Le gouvernement des États-Unis, et de nombreux autres élus des États-Unis, ont appelé plusieurs fois à la libération du Dr Quan. Ces requêtes ont été ignorées jusqu'ici. De nouveau, nous demandons la libération immédiate du Dr Quan et de ses compagnons de détention.

Je vous remercie pour la considération que vous accorderez à cette affaire. Je vous prie de contacter Mme Jaime Rosales appartenant à l'équipe du député Tran au (916) 319-2068 si vous avez une quelconque question.

Cordialement,



VAN TRAN
Député, 68ème District

DAVE JONES
Député, 69ème District

Copie : Le Président des Etats-Unis d'Amérique, George W. Bush

Luke Simpkins, député australien, écrit au Premier ministre vietnamien

Soutiens dans le monde

9 Mai 2008

Son Excellence Nguyen Tan Dung
Premier ministre

République Socialiste du Vietnam
2 Hoang Van Thu
HANOI VIETNAM
(Ambassade Vietnamienne à Canberra)

Monsieur le Premier ministre,

Je vous écris au nom des gens de mon électorat fédéral australien du Cowan et qui sont d'origine vietnamienne. Mes électeurs du Cowan sont profondément préoccupés par les arrestations de ces hommes et de cette femme au Vietnam :

- 1) Dr Nguyen Quoc Quan – un citoyen américain (toujours arrêté)
- 2) Mme Nguyen Thi Thanh Van, une citoyen française (libérée le 12/12/2007)
- 3) M. Truong Leon (Van Ba), un citoyen américain (libéré le 11/12/2007)
- 4) M. Somsak Khunmi, un citoyen thaïlandais (toujours arrêté)
- 5) M. Nguyen The Vu, un citoyen vietnamien (toujours arrêté)
- 6) M. Nguyen Viet Trung, un citoyen vietnamien (libéré le 04/04/2008)

Il me semble qu'ils ont été arrêtés le 17 Novembre

2007 pour leur participation aux discussions et l'impression de documents faisant la promotion des valeurs démocratiques. Je comprends également que le procès du Dr Nguyen Quoc Quan, M. Somsak Khunmi et M. Nguyen The Vu se déroulera le 13 Mai 2008.

Au nom de mes électeurs, je demande que les accusations soient abandonnées contre ces hommes.

Dans l'éventualité que le gouvernement du Vietnam maintient le procès, je demande que le procès soit ouvert aux yeux des médias internationaux.

Yours sincerely,


LUKE SIMPKINS MP
Federal Member for Cowan



Un militant raconte son séjour en prison

NGUYEN DIT QUE LES SOUVENIRS DE FAMILLE LUI ONT RÉCONFORTÉ DURANT SON SÉJOUR AU VIETNAM

The Sacramento Bee

Stephen Magagnini

Lundi 19 mai 2008

Samedi soir, Nguyen Quoc Quan a été accueilli en héros lorsqu'il a atterri à San Francisco après avoir passé six mois dans les prisons vietnamiennes pour avoir défendu la démocratie.

Mais dimanche, à son domicile d'Elk Grove, Nguyen, 54 ans, rend hommage à sa femme, Ngo Mai Huong qui gardé la foi, et aux dizaines de militants vietnamiens qui sont allés en prison pour ce qu'ils croient.

« Je vous remercie de me laisser exprimer mon amour pour les militants au Vietnam, ceux qui pour moi sont les vrais héros, » a déclaré Nguyen. « Je viens de leur emboîter le pas à ma manière. J'espère que tous les Vietnamiens d'outre-mer qui m'ont

soutenu prêteront attention à ceux qui sont prêts à souffrir, car ils souhaitent avoir un pays avec la liberté."

Citoyen des États-Unis, Nguyen a été reconnu coupable de terrorisme le 13 mai à Ho Chi Minh-Ville pour la distribution de 7000 dépliant pour la promotion de la désobéissance civique dans l'esprit du Mahatma Gandhi et de la non-violence des mouvements qui ont contribué à renverser le communisme en Europe de l'Est. Il a été condamné à six mois, moins le temps déjà passé en prison préventive et expulsé.

Nguyen raconte au Sacramento Bee qu'il n'est pas un terroriste mais qu'il est l'auteur du dépliant de deux pages intitulé « Lutte Non Violente: Une approche pour éliminer la dictature et construire la démocratie. »

Le dépliant appelle à la désobéissance civique généralisée et demande instamment aux manifestants de « respecter scrupuleusement la discipline de la non-violence. »

Nguyen est un membre de longue date du Viet Tan, le Parti pour la Réforme du Vietnam, étiquette commune organisation

terroriste par le gouvernement du Vietnam.



Professeur de mathématiques au lycée au Vietnam, Nguyen a fui le pays sur un bateau de pêche en 1981. Il a atterri à Raleigh, en Caroline du Nord. Il a obtenu un doctorat en ingénierie en 1986, puis déménagé en Californie.

Après avoir goûté à la liberté et la démocratie en Amérique, « je pensais que c'est peut-être une solution pour le peuple vietnamien. J'ai donc consacré ma vie au Viet Tan, » dit-il.

En novembre, il a dit à son épouse qu'il allait en Thaïlande en voyage d'affaires, puis s'est confié à son fils aîné Khoa, 15 ans : « Juste entre toi et moi, cette fois, je pourrais aller en prison. »

Nguyen a dit qu'il est entré au Vietnam en passant par le Cambodge. « Je suis entré illégalement au Vietnam simplement parce qu'elles [les autorités vietnamiennes] m'ont dit que je ne devrais pas », dit-il. « Les journaux d'état au Vietnam disent que "Nguyen Quan est un homme très dangereux, un terroriste," alors je les ai mis au défi. »

Il a été arrêté le 17 novembre, deux jours après son entrée dans le pays et distribué les prospectus. « Je leur ai dit toute la vérité, que je suis Quan Nguyen, un citoyen des États-Unis et membre du Comité central du Viet Tan, » dit-il.



Le Dr Nguyen Quoc Quan et son épouse, Ngo Mai Huong à leur domicile d'Elk Grove, le 18 mai 2008



Il a menacé d'une grève de la faim de sept jours jusqu'à ce que la police vietnamienne informe enfin le consulat des États-Unis sur son sort.

« L'enquêteur de la police me disait : « *Je peux vous amener au Cambodge et juste vous tuer.* » » Je lui ai dit, « J'aime vivre, mais je suis prêt à mourir pour protéger la valeur de la vie. »

Enseignant dans l'âme, Nguyen dit qu'il a enseigné à son co-détenu de 22 ans à lire et écrire le vietnamien en deux jours.

Il n'y avait rien à lire dans sa petite cellule avec une toilette, de sorte qu'il a dû s'exercer à manger plus de riz parce que sa femme lui a toujours dit qu'il était beaucoup trop maigre, et médité sur les sacrifices consentis par les militants vietnamiens qui ont passé des années en prison.

Terriblement seul, Nguyen dit qu'il a puisé l'espoir dans une photo du Sacramento Bee mon-

trant sa femme et ses deux fils adolescents qu'il a reçu d'un fonctionnaire consulaire des États-Unis.

Chérissant cette photo, il dit : « je regarde ma famille tous les jours et avant d'aller dormir. Cela m'a vraiment aidé! »

L'arrestation de Nguyen a capté l'attention internationale. Michael Orona, un directeur-adjoint qui supervise les droits de l'homme au Département d'État a déclaré que le cas de Nguyen est un « effort collectif. »

La forte voix des Vietnamiens expatriés a persuadé les représentants de la Californie et du Congrès de faire pression sur le Département d'État et le gouvernement vietnamien.

Nguyen dit que son fils aîné souhaite adhérer à la section de Sacramento du Viet Tan, qui compte environ 30 membres.

Pour que la démocratie arrive au Vietnam, le peuple doit se soulever dans la protestation non

violente et être prêt à aller en prison pour leurs convictions, dit Nguyen. « Si les gens ont vraiment besoin de la démocratie, vous pouvez vous battre pour cela et envoyer un signal au monde. »

Nguyen a dit qu'il était heureux « de payer le prix de mes convictions - cela en valait la peine. »

Il continuera le combat, mais il va aussi reprendre son emploi de programmeur, aider ses fils à faire leurs devoirs et consacrer du temps à sa plus grande championne, son épouse.

À l'aéroport, accueilli par le député de Sacramento Dave Jones et une centaine d'amis et de parents, Nguyen a embrassé sa femme et lui chuchota : « Six mois de prison m'ont fait me rendre compte que je t'aime plus que je ne le pensais. Je serais 10 fois plus le mari que j'étais avant parce que je reconnais que j'ai besoin de ton amour et je ne peux pas le considérer comme acquis. »

Témoignage de Do Hoang Diem devant le Caucus Etats-Unis—Vietnam

AUDITION SUR LES DROITS DE L'HOMME AU VIETNAM ET SUGGESTIONS POUR LE DIALOGUE ÉTATS-UNIS/VIETNAM SUR LES DROITS DE L'HOMME

14 mai 2008

Madame la députée Lofgren, mesdames et messieurs les députés,

Je vous remercie d'avoir organisé cette audition tout à fait opportune. Les récents développements au Vietnam et le prochain

dialogue sur les droits de l'homme à Hanoi offre aux États-Unis une occasion de faire pression sur le gouvernement du Vietnam pour obtenir des améliorations concrètes.

Au Vietnam, dans un procès à huis clos pas plus tard qu'hier, le 13 mai, les autorités communistes ont condamné trois membres et sympathisants du Viet Tan sur

des accusations de « terrorisme ». Les trois militants – le Dr Nguyen Quoc Quan, un citoyen américain ; MM. Somsak Khunmi et Nguyen The Vu - ont été arrêtés en novembre 2007 alors qu'ils se préparaient à distribuer des brochures pour la promotion de la démocratie par des moyens non violents. Arguant de vagues lois sur la sécurité nationale, les autorités vietnamiennes



considèrent l'expression politique comme un crime.

Le procès d'hier a été juste un prétexte pour rendre un verdict pré-déterminé. En fait, le ministère vietnamien de la sécurité publique avait déjà déclaré coupables ces membres et sympathisants du Viet Tan dans les médias d'État quelques jours après leur arrestation, lorsqu'une avalanche d'articles avaient repris les accusations du gouvernement, souvent en y ajoutant quelques inventions. À l'aéroport Tan Son Nhat de Saigon, la police est allée jusqu'à placer une arme et quelques balles dans les bagages d'un innocent couple américano-vietnamien en provenance de LAX [l'aéroport de Los Angeles - NDT]. Les autorités ont concocté une histoire présentant ce couple comme étant lié aux militants du Viet Tan cités plus haut, afin de pouvoir les présenter comme des terroristes. Comme le montage avec ce pauvre couple innocent n'était pas crédible à l'extérieur du Vietnam, le gouvernement vietnamien les a rapidement libérés et aucune charge n'a jamais été retenue contre eux.

Il n'y a pas que le message de

la lutte non-violente du Viet Tan que le régime considère comme une menace. Le 29 avril, la torche olympique est arrivée à Saigon. Dans les semaines qui avaient précédé, les autorités vietnamiennes avaient lancé une campagne de répression contre les bloggeurs qui appelle à protester contre la Chine pour l'annexion des îles Paracel et Spratly, îles qui appartiennent historiquement au Vietnam. Contrairement aux autres pays qui ne cherchaient qu'à assurer un relais dans le calme, tout en respectant le droit de manifester pacifiquement, le gouvernement vietnamien a mobilisé son appareil de sécurité pour étouffer les manifestations, afin de ne pas froisser Pékin. Pourtant, une manifestation s'est tenue à Hanoi, où des militants pour la démocratie, des étudiants et les familles des pêcheurs tués par la marine chinoise ont déployé des banderoles protestant contre les Jeux Olympiques de Pékin. Bien que les manifestants aient été rapidement arrêtés et, plusieurs d'entre eux, frappés par la police, il est évident qu'un nombre croissant de Vietnamiens sont prêts à s'engager dans des actes de désobéissance civique.



Durant l'audition sur des droits de l'homme au Vietnam, de gauche à droite :

- Dr Nguyen Binh (Mouvement non violent pour la Démocratie au Vietnam)
- M. Do Hoang Diem (Viet Tan)
- Mme Tran Tammy (Alliance Vietnamienne contre le Traffic des Femmes et des Enfants)

Depuis 1986, confronté à la faillite économique du pays mais voulant assurer la survie du régime, le Parti Communiste Vietnamien a ouvert les échanges commerciaux avec le monde extérieur et lancé des réformes économi-

ques. Mais il interdit de parler de toute réforme politique et maintient le régime du parti unique. Néanmoins, les forces démocratiques ont résisté à la persécution et continué de se développer, créant de nombreux groupes politiques qui s'opposent ouvertement à la dictature actuelle. En outre, en raison de la corruption et de l'injustice, et comme nous l'avons signalé précédemment, la population se joint aux actions de désobéissance civique, malgré la répression.

Le gouvernement s'appuie sur des lois et des décrets pour restreindre les droits civiques et violer les droits de l'homme, par exemple en arrêtant arbitrairement des personnes qui osent mettre en doute son autorité. L'article 88 du code pénal vietnamien, traitant de la prétendue « propagande contre l'État », sert fréquemment d'argument fourretout pour enfermer les citoyens qui s'expriment contre le régime du parti unique. Même la Constitution est détournée pour assurer au Parti communiste le monopole du pouvoir. L'article 4 de la Constitution garantit au parti communiste d'être la « principale » et, dans la pratique, la seule organisation politique légale.

Ainsi, la réforme judiciaire au Vietnam est un domaine qui exige, lui aussi, une attention particulière pour assurer le respect des droits de l'homme et des libertés politiques. Plus important encore, l'amélioration du système judiciaire à elle seule ne résoudra pas tout, à moins que l'état de droit soit respecté au Vietnam. Cela signifie que le système judiciaire, la police et l'appareil législatif doivent être tous libérés du contrôle du Parti communiste.

Recommandations pour le dialogue sur les droits de l'homme

Dans ce contexte, le dialogue USA-Vietnam sur les droits de l'homme à la fin de ce mois peut être une occasion pour insister



Les députés Chris Smith et Zoe Lofgren écoutent les témoignages

sur une plus grande liberté politique au Vietnam. Voici cinq suggestions que le Congrès et le gouvernement américain devraient demander instamment au gouvernement de Hanoi :

Cesser d'invoquer systématiquement la sécurité nationale. Il y a des lois qui ont pour effet de criminaliser la dissidence politique. Non seulement ces dispositions sont anachroniques et incompatibles avec un Vietnam qui souhaite intégrer le monde civilisé, mais elles constituent franchement un obstacle au débat, tellement nécessaire, sur l'avenir du pays.

Autoriser les médias indépendants. Parce que le Vietnam affronte de nombreux grands défis, comme la construction d'une économie fondée sur la connaissance et débarrassée de la corruption, qui requièrent la transparence et la libre circulation de l'information, l'existence de médias indépendants est essentielle. Il y a deux choses que le régime devrait être encouragé à faire immédiatement : arrêter le brouillage des émissions de Radio Free Asia et respecter la liberté d'Internet.

Respecter la liberté d'association et les réunions publiques. Ces droits fondamentaux sont essentiels pour le développement de la société civile. Contrairement à ce que le gouvernement vietnamien prétend, la liberté de réunion et d'association ne conduit pas à l'instabilité sociale. Au contraire, c'est la ré-

pression de ces droits qui favorise l'agitation sociale.

4) Libérer les prisonniers politiques

Il existe des dizaines de citoyens vietnamiens bien connus - et d'innombrables inconnus - qui sont emprisonnés pour leurs opinions politiques. Ce sont des personnes comme les avocats défenseurs des droits de l'homme Nguyen Van Dai, l'avocate Le Thi Cong Nhan, le père Nguyen Van Ly, l'ingénieur Phong Nguyen, le docteur Le Nguyen Sang, le cyber-dissident Truong Quoc Huy, le syndicaliste Nguyen Tan Hoang, et en particulier le journaliste Truong Minh Duc qui souffre d'atroces douleurs au bras à cause d'une blessure mal soignée. Ces dissidents ont tellement à apporter au Vietnam mais, au lieu de cela, ils languissent en prison.

5) Mettre fin aux détentions secrètes et aux harcèlements des proches

Le gouvernement vietnamien se rend compte qu'il a un problème avec les droits de l'homme et il est sensible à la pression internationale. Au lieu d'emprisonner purement et simplement un défenseur de la démocratie, les autorités exercent souvent le harcèlement psychologique et des rétorsions économiques à l'encontre des proches d'un militant pour le faire taire. Une autre pratique inquiétante consiste à placer en détention des militants, puis de les obliger, eux et leurs familles, à signer des engagements à ne pas révéler à quiconque l'interrogatoire ou la détention.

Feuille de route pour le Vietnam

À l'évidence, un Vietnam démocratique et respectant les droits de l'homme serait dans

l'intérêt supérieur des Vietnamiens et des Américains. Le prochain dialogue sur les droits de l'homme et des auditions comme celle-ci sont nécessaires pour maintenir la question des droits de l'homme au premier plan.

En fin de compte, les parties concernées doivent examiner quelle serait la meilleure voie pour les relations USA-Vietnam. Je voudrais terminer mon témoignage en présentant quelques principes pour établir une telle feuille de route.

L'utilisation de carottes : Il est clair que Hanoi a plus besoin de Washington que l'inverse. Les États-Unis devraient offrir et être prêts à retirer diverses carottes comme les aides économiques non humanitaires afin d'inciter le gouvernement vietnamien à faire des progrès concrets sur le plan de la liberté politique.

Avoir des repères : Les indicateurs de ces progrès doivent être spécifiques et explicites.

La cohérence : la politique américaine devra être cohérente par rapport à la défense des droits de l'homme. Sur la question de la liberté religieuse, le Département d'État devrait être prêt à remettre le Vietnam sur la liste CPC comme l'a recommandée la Commission Américaine sur la Liberté Religieuse dans le Monde.

L'implication : Pour promouvoir la démocratie au Vietnam, le choix pour la politique américaine devrait être de s'engager aux côtés des organisations de la société civile, des éléments réformistes et des forces démocratiques.

Pour promouvoir les droits de l'homme au Vietnam, il y a encore de nombreuses tâches urgentes qui doivent être accomplies. Votre soutien constant a été d'un grand secours. Merci pour la tenue de cette audition et pour votre rôle moteur sur cette question importante.

Le CPJ écrit au président vietnamien

Monsieur le Président Nguyen,

Le Comité de Protection des Journalistes est très préoccupé par la récente vague d'arrestations, de détentions, et les procès des journalistes au Vietnam. Même si l'article 69 de la Constitution de votre pays protège largement la liberté de la presse et la liberté d'expression, votre gouvernement a continué d'utiliser arbitrairement des arguments pénaux et de défense de la sécurité nationale pour étouffer ces libertés essentielles.

Il existe actuellement plusieurs cas qui nous préoccupent.

Somsak Khunmi, un collaborateur de longue date de Chan Troi Moi (Radio Nouvel Horizon) a été condamné aujourd'hui par le Tribunal populaire de Hô Chi Minh-Ville à neuf mois de prison et trois ans d'assignation à résidence après un procès de six heures pour terrorisme. Il a d'abord été arrêté le 17 novembre ainsi que la journaliste franco-vietnamienne Nguyen Thi Thanh Van et un groupe de militants politiques associés à l'organisation pro-démocratie Viet Tan (Parti pour la Réforme du Vietnam). À l'époque, il travaillait comme preneur de son pour la Radio Nouvel Horizon. Suite aux pressions internationales, Nguyen a été libérée en décembre.

Les autorités disent que Somsak, un citoyen thaïlandais dont le

nom est vietnamien est Nguyen Quoc Hai, a tenté de distribuer des prospectus pro-démocratie en violation de l'article 84, section 3 du code pénal vietnamien. Mais nous craignons que sa détention ait plus à voir avec le reportage que Nguyen a effectué sur la manifestation des fermiers expropriés en colère qui s'est déroulée à Ho Chi Minh-Ville.

Lundi, Nguyen Van Hai et Nguyen Viet Chien, qui travaillent respectivement pour les quotidiens de langue vietnamienne Tuoi Tre (Jeunesse) et Thanh Nien (Jeunes), ont été arrêtés et emprisonnés. Les deux journalistes ont joué un rôle important dans l'affaire "PMU-18", un scandale retentissant en 2006 dans lequel des hauts fonctionnaires du ministère des transports auraient détourné des fonds publics pour parier sur des matchs de football internationaux. Les fonctionnaires ont été finalement démissionnés. À l'époque, cette affaire a été considérée comme un signe possible de l'acceptation par votre gouvernement d'un rôle plus libre pour les médias. Aujourd'hui, d'après les articles de presse, les deux journalistes sont accusés d'« abus de pouvoir » et pourraient être détenus jusqu'à quatre mois, le temps que les autorités mènent leurs enquêtes.

Un troisième cas de préoccupation est l'arrestation le 29 avril d'un citoyen des États-Unis, Le Hong Thien, qui a été appréhendé

par la police à Ho Chi Minh-Ville, alors qu'il couvrait le relais de la flamme olympique. Thien est le rédacteur en chef du Gia Dinh, un magazine basé aux États-Unis, selon un communiqué commun publié par les deux publications. Il est également un contributeur de Chan Troi Moi, une radio basée au Japon et aux États-Unis et qui est diffusé sur la fréquence AM à travers le Vietnam.

D'après le texte du communiqué, Thien a été interrogé pendant plusieurs jours par la police et est actuellement en résidence surveillée au domicile de son frère, à Saigon. La police a également confisqué son passeport, même si aucune accusation n'a été déposée contre lui.

Monsieur le président Nguyen, le Vietnam a continué d'arrêter, de harceler, d'emprisonner des journalistes, et d'étouffer toute critique du gouvernement. Alors que le Vietnam occupe une place de plus en plus grande dans la scène mondiale, nous vous demandons d'inverser cette politique, et travailler pour promouvoir et protéger plutôt que de saper les principes démocratiques fondamentaux que sont la liberté de la presse et la liberté d'expression.

Je vous remercie pour votre attention. Nous attendons votre rapide réponse.

Joel Simon—Directeur du CPJ

contact@viettan.org — www.viettan.org

BUREAU PRINCIPAL

2530 BERRYESSA RD. #234
San Jose, CA 95132 — USA
Tél. : (1) 408-347-8830

Fax : (1) 408-347-8730

ASIE

P.O. Box 223
Shiba, Tokyo 105-91 — JAPAN
Tél. / fax : (81) 3.3765.5317

EUROPE

BP203
75... Paris Cedex- FRANCE
Tél. / fax : (33) 1.56.30.96.12

AUSTRALIE

P.O. Box 791
Bankstown, NSW 2200
Tél. / fax : (61) 2-9757-3072

